ottps://www.assemblee-nationale.fr/dvn/15/questions/OANR5L150E29880

15ème legislature

| Question N°: 29880 | De M. Philippe Berta (Mouvement Démocrate et apparentés - Gard) | | | | Question écrite |
|--|---|--|--|--|-----------------|
| Ministère interrogé > Solidarités et santé | | | | Ministère attributaire > Santé et prévention | |
| Rubrique >santé | | Tête d'analyse >Futur vaccin covid-19 | | Analyse > Futur vaccin covid-19. | |
| Question publiée au JO le : 26/05/2020 Date de changement d'attribution : 21/05/2022 Date de renouvellement : 08/09/2020 Question retirée le : 21/06/2022 (fin de mandat) | | | | | |

Texte de la question

M. Philippe Berta attire l'attention de M. le ministre des solidarités et de la santé sur les prérequis indispensables à la réussite d'une stratégie vaccinale contre le covid-19. L'accès à un ou plusieurs vaccins est aujourd'hui une attente majeure pour sortir de la crise sanitaire. Or, pour qu'une stratégie vaccinale fonctionne, quatre conditions doivent être remplies : la découverte du vaccin ; sa production en quantité suffisante ; son accessibilité partout dans le monde ; son acceptabilité pour la population. Si la première condition est purement scientifique et dépendante du rythme des progrès de la connaissance, les trois autres peuvent dès à présent être anticipées par les pouvoir publics. La quantité de production et l'accessibilité du futur vaccin dépendent beaucoup de la coopération entre États et avec l'industrie pharmaceutique. L'adoption de la résolution portée par l'Union européenne en vue d'améliorer la coopération mondiale face au covid-19 et l'accès à un traitement et un vaccin par l'Assemblée mondiale de la santé est un premier pas dans la bonne direction mais il ne saurait suffire. L'acceptabilité du vaccin par la population, notamment dans un pays comme la France où la circulation de fausses informations distillées par les mouvements anti-vaccins a alimenté la défiance, est également un enjeu fort. Rappelons que la vaccination antigrippale des populations à risque est, en France, inférieure à 50 %, bien en-deçà des 75 % préconisés par l'OMS. En conséquence, il lui demande quelles sont les initiatives prises par le Gouvernement pour anticiper la production, l'accessibilité et l'acceptabilité d'un éventuel futur vaccin contre le covid-19, dans l'hypothèse où celui-ci serait trouvé.